## **COMMISSIONS SCOLAIRES**

## La motion de censure de l'ADQ battue

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — Sans surprise, la motion de censure de Mario Dumont a été battue à l'Assemblée nationale. Mais elle a donné lieu a des débats houleux, où le iugement et le sens des responsabilités du chef adéquiste ont été remis en question par ses adversaires.

Par 72 voix contre 39, libéraux et péquistes ont rejeté la proposition de l'ADQ qui souhaitait que l'Assemblée «blâme sévèrement le gouvernement et lui retire sa confiance pour sa défense des commissions scolaires, son approche bureaucratique et son incapacité à assurer aux écoles et aux enfants du Québec les services auxquels ils ont droit ».

Avant le scrutin, le premier ministre Jean Charest avait indiqué qu'il ne s'agissait pas «d'un vote de confiance envers le gouvernement», mais bien d'un vote «sur l'irresponsabilité du chef de l'opposition officielle de vouloir plonger les Québécois dans une élection générale moins d'un an après avoir eu une élection où les Québécois ont décidé d'une cohabitation à l'Assemblée nationale».

La politique, a dit M. Charest, «ce n'est pas comme une grande ligne ouverte (sic) où on dit ce qu'on veut sans que ce ne soit vérifié». «Accumuler des clips pendant 10 ans, ça ne fait pas

une pensée politique. Ce n'est pas ça, réfléchir», a tonné le pre-mier ministre, acerbe à l'égard de Mario Dumont.

La chef péquiste Pauline Marois a quant à elle estimé que le débat sur l'éducation était nécessaire, mais qu'il était exagéré de s'en servir pour en faire une motion de censure. « Nous ne ferons pas tomber le gouvernement sur un coup de tête du chef de l'ADQ, qui se réveille la nuit parce qu'il ne sait plus comment attirer l'attention sur sa formation politique », a dit M<sup>me</sup> Marois.

En réplique à ses détracteurs qui l'ont accusé pendant toute la journée de ne pas chiffrer les économies qu'il pensait obtenir en éliminant les commissions scolaires, M. Dumont a finalement souligné qu'une «économie dans l'administration» du système d'éducation permettrait d'économiser «entre 100 et 150 millions», des sommes qui seraient «retournées dans les écoles», a-t-il promis.

Le chef adéquiste a conclu en rejetant les critiques de ses adversaires. «Ce qui est irresponsable face au décrochage scolaire, face à l'absence de ressources pour les enfants en difficulté d'apprentissage, face à la réforme scolaire où le gouvernement s'est traîné les pieds pendant quatre ans, ce qui est irresponsable, c'est d'être spectateur pendant qu'on gaspille l'avenir des enfants du Québec.»



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

**WAL\*MART** 

🕜 ROGERS"

Le jugement et le sens des responsabilités du chef adéquiste Mario Dumont ont été remis en question par ses adversaires péquistes et libéraux.

## **RÉFORME AU SECONDAIRE**

## **Une vaste** enquête est lancée

**VIOLAINE BALLIVY** 

La réforme de l'éducation rendelle les élèves plus heureux? Leur permet-elle de mieux réussir? Aujourd'hui, nul ne le sait. Le ministère de l'Éducation (MELS) veut corriger cette lacune et lance une vaste enquête auprès de quelque 6000 jeunes et 18 000 enseignants.

Profitant d'un budget de 1,35 million, une équipe de l'Université Laval suivra jusqu'en 2013 trois cohortes de 2000 élèves, leurs parents et, pour chacun, trois de leurs professeurs. Les chercheurs compareront les résultats aux épreuves uniformes d'élèves qui ont amorcé leurs études cette année et l'an dernier, à ceux qui ont fait leur entrée au secondaire juste avant le changement. Des sondages envoyés aux parents et aux enseignants évalueront qualitativement leurs perceptions et leur adhésion à la réforme. Les premiers résultats sont attendus dès décembre 2008.

Simon Larose assure que son équipe, financée par le MELS, jouira d'une indépendance totale. « Nous avons été choisis pour notre neutralité. Nous n'avons jamais vanté ou dénigré la réforme », dit le professeur, membre du groupe de recherche sur

l'inadaptation psychosociale. D'ailleurs, M. Larose se permet quelques pointes à l'endroit du MELS et note que cette étude aurait dû être planifiée et mise de l'avant bien plus tôt. Les Québécois «préréforme» ont déjà atteint la 4<sup>e</sup> secondaire. Il sera donc impossible de comparer les résultats et même leurs perceptions en 2e secondaire avec ceux des élèves «réformés» de même niveau. «Il n'est pas encore trop tard, mais il aurait été préférable qu'on nous confie ce mandat plus tôt. On aurait pu colliger des données à plus long terme auprès des jeunes d'avant la réforme.»

«Les réformes en éducation au Canada et partout dans le monde ont trop souvent négligé de mesurer rigoureusement les effets des changements pédagogiques sur les élèves », souligne M. Larose.

Les enfants participants ont été sélectionnés au hasard dans toutes les écoles privées, publiques, francophones et anglophones de la province. Les décrocheurs feront l'objet d'un suivi particulier. Par contre, le MELS n'a pas prévu de suivre les jeunes au-delà de la 5° secondaire et d'évaluer les différences d'adaptation au collégial entre les cohortes de jeunes.



la cabine

🚺 ROGERS 📠



((SOURCE

1L'offre prend fin le 4 février 2008. Le forfait de courriel illimité à 15\$ pour le BlackBerry Pearl est offert uniquement avec le service Internet BlackBerry. Le client profite d'un nombre illimité de courriels lorsqu'il utilise le BlackBerry Pearl sur le réseau de Rogers. Des frais de service en déplacement s'appliquent pour la transmission de données en déplacement aux États-Unis ou à l'étranger. Des frais mensuels d'accès au système de 6,95\$ (frais non gouvernementaux), des frais mensuels d'accès au service d'urgence 9-1-1 et des frais uniques de mise en service de 35\$ s'appliquent en plus des frais de service mensuels. Les frais de temps d'antenne supplémentaire, les frais is frais revice en déplacement, les frais ilés aux services nans-fil essentiels en option et les taxes exigibles sont également facturés mensuellement. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. 2 «Le réseau le plus fiable » fait référence aux résultats de tests menés par Rogers et une firme de recherches indépendante quant à la clarté des appels et aux appels interrompus dans la majorité des centres urbains au Canada, à l'intérieur de la zone de couverture du réseau dSM de Rogers Sans-fil, et comparant le service de voix des principaux fournisseurs de service sans-fil. Les marques, images et symboles associés aux familles RIM et BlackBerry sont la propriété exclusive et des marques de commerce ou des marques déposées de Research In Motion Limited—utilisées sous permission. Les autres marques de commerce et logos sont des marques de commerce de leurs titulaires respectifs. La réduction s'applique aux frais de service mensuels récurrents pour les services admissibles. Nécessite un abonnement d'au moins deux ans à chaque service admissible. Certains services ne sont pas offerts dans toutes les régions. Consulter rogers com/offresgroupees pour obtenir de plus amples renseignements. McRogers et le ruban Möbius sont des marques de commerce de Rogers Sans-fil S.E.N.C. ou de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. © 2007

BEST